



INFO PRESSE

Date : 02/02/2018

De la part de service communication
04 79 96 87 35 - communication@grandchambery.fr

Rapport Duron et Lyon – Turin : réaction de Michel Dantin et Xavier Dullin

« Le Tunnel de base confirmé. Les accès remis en cause »

Hier matin, Philippe Duron, missionné par le Gouvernement Français, a remis à la Ministre des Transports son rapport sur les routes, voies ferrées et fluviales que l'État financera en priorité : les orientations prônées par ce rapport guideront la future loi d'orientation sur les mobilités.

Fort de la position adoptée en décembre dernier par Grand Chambéry concernant la priorité fret sous Chartreuse à donner aux accès Lyon Turin, nous n'avons de cesse depuis des semaines d'alerter les autorités ainsi que les habitants sur les risques encourus pour notre territoire.

Si nous constatons que le tunnel de base, fort du Traité international entre la France et l'Italie, reste bien engagé, et que le nécessaire contournement de l'agglomération lyonnaise est acté, malheureusement nos craintes se confirment puisque la question déterminante des accès est repoussée à l'horizon 2040.

Prévoir l'accès depuis Ambérieu et non l'ouest lyonnais hypothèque le transit venant ou à destination du sud-ouest de l'Europe.

La justification avancée : *la démonstration n'a pas été faite de l'urgence d'engager ces aménagements [les accès aux tunnels de base] dont les caractéristiques sociales économiques apparaissent à ce stade clairement défavorables* ». La DUP de 2013 définissant deux itinéraires fret et voyageurs au coût de près de 10 milliards d'euros apparaît de fait remise en question, car non finançable dans l'état actuel du dossier.

Nous allons dans les prochains jours, en concertation avec les élus concernés, plaider l'intérêt de notre territoire au plus haut niveau pour faire évoluer la position de Madame la Ministre des Transports sur la future loi d'orientation sur les mobilités :

- En plus des 3,160 millions de poids lourds passant sur notre voie rapide urbaine, un chiffre qui augmente sensiblement du fait de la reprise économique, nous ne pouvons pas nous permettre de rajouter 10 millions de tonnes de fret dans nos agglomérations Grand Lac, Cœur de Savoie et Grand Chambéry et le long du plus grand lac naturel de France par le rail du fait du simple réaménagement de la ligne prévu entre Ambérieu et Montmélian
- Comment peut-on solliciter 35 % de financements de l'Etat italien, soit plus que la part française sur le tunnel de base de 25% au nom de la réalisation d'accès plus conséquents, et voir le rapport Duron apporter une réponse si disproportionnée par rapport à la réalité ? Dimensionner un tunnel de base pour 40 millions de tonnes et ne pas mettre les accès en concordance, est-ce bien raisonnable ? N'y a-t-il pas un risque de voir l'Italie, qui rappelons-le a pour premier partenaire commercial la France, remettre en cause son financement ?
- Réviser les options des accès envisagés à l'image de la position prise par notre agglomération en faveur de l'itinéraire fret sous Chartreuse pour que ceux-ci soient clairement établis dans la future loi d'orientation sur les mobilités, du fait de son éligibilité aux financements européens (30%)

Comme nous le redoutons, laisser croire que nous aurons à terme la capacité de financer deux tracés, l'un d'attente voyageurs/fret au nord de Chambéry puis l'autre sous Chartreuse pour le sud relevait d'une certaine utopie. Quelques en soient les cofinancements, notre pays n'est plus assez riche pour se payer ce luxe. Cela conduit à une impasse qui risque de nous priver de l'un et de l'autre. Nos enfants apprécieront un jour !